

# Interview

## témoignage



**Jean-Baptiste AUTISSIER**  
**ING 2012**

Chef de projet politique spatiale au ministère de l'Économie et des Finances

**Aménagement & Territoires : Bonjour Jean-Baptiste, rapidement peux-tu nous préciser ta promo et quelle VA tu avais suivie à l'époque ?**

**Jean-Baptiste Autissier :** Je suis TPE de la 57<sup>ème</sup> promotion. J'avais suivi la voie d'approfondissement « Transports et territoires ».

**A&T : Quel est ton parcours professionnel ?**

**JBA :** Après un premier poste de coordinateur sécurité routière en DDT de l'Allier, j'ai rejoint l'administration centrale et la direction générale des Infrastructures, des Transports et des Mobilités (DGITM) pour travailler sur les sujets liés au véhicule autonome et au positionnement par satellite (en contri-

buant au plan d'application satellitaires du ministère) et plus globalement pour suivre les innovations notamment numériques de l'écosystème des « transports intelligents ». J'ai ensuite approfondi les questions numériques sur les sujets de billettique et leur réglementation dans la Loi d'Orientation des Mobilités. Depuis 2021, j'ai rejoint le ministère de l'économie et des finances dans l'équipe chargée du spatial. Je traite de financement des programmes nationaux et européens, mais aussi du soutien au développement de l'écosystème dit « aval » qui regroupe toutes les entreprises qui développent des applications et services à partir de données spatiales, par opposition à « l'amont » constitué de l'ensemble des systèmes de production et collecte de données qui forment l'infrastructure spatiale.

**A&T : Quels sont les grands enjeux de ton domaine ?**

**JBA :** Après de nombreux investissements dans ce qu'on appelle l'infrastructure spatiale (les satellites, les stations sol, et les outils de traitement des données) les données d'origine spatiale sont aujourd'hui très utilisées par la communauté scientifique, et pourraient être davantage mises au service d'administrations, d'entités publiques ou bien même d'acteurs privés.

Je travaille pour cela avec le Centre National d'Études Spatiales (CNES), l'agence spatiale française, qui met en œuvre un volet de plan d'investissement France 2030, permettant le financement de services à partir de données spatiales, pour le bénéfice des administrations publiques.

**A&T : Comment as-tu été amené à travailler sur les sujets numériques ?**

**JBA :** Dès mon deuxième poste, je me suis familiarisé avec les sujets numériques qui représentaient une part significative de mon activité. J'ai pu bénéficier de formations sur certains sujets comme le positionnement par satellite et ses applications ou encore la billettique et j'ai pu compléter en participant à des journées techniques ou des congrès comme celui d'ATEC ITS France. J'ai aussi rapidement intégré des groupes de travail incluant des experts, comme sous l'égide du GART (groupement des autorités responsables de transports) et de l'UTPF (Union des Transports Publics et Ferroviaires) sur la billettique, la transmission des données ou encore les contraintes techniques liées à la mobilité par association de services (MAS).

**A&T : Si tu devais citer un seul avantage du numérique, lequel choisirais-tu ?**

**JBA :** Le numérique est un outil indispensable pour la conduite des politiques publiques.

**A&T : Dans quelle mesure être ingénieur TPE t'a aidé pour les sujets du numérique ?**

**JBA :** Pour le projet que j'ai conduit avec France 2030, ce qui m'a surtout aidé ce sont les connaissances des différents métiers du ministère de l'écologie qui ont pu faciliter les échanges avec les différents services responsables de politiques publiques.

**A&T : Peux-tu préciser en quoi le numérique peut être un levier pour les objectifs de planification écologique ?**

**JBA :** Le numérique et en particulier les données spatiales sur lesquelles je travaille peuvent aider à la planification écologique dans de très nombreux domaines : le CNES a recensé plus de 112 applications/projets dans des domaines très divers : le suivi de la déforestation/l'estimation de la déforestation importée, l'estimation des rendements agricoles et l'évaluation des sinistres, l'estimation du stock de carbone des sols/cultures, la détection des décharges illégales, le suivi des mouvements de terrain ou des glaciers, l'évaluation de l'enneigement, le suivi du littoral...

Les données spatiales peuvent être utilisées seules, mais souvent en complément de données in situ plus ponctuelles dans l'espace.

**A&T : Sur quelle thématique es-tu mobilisé ?**

**JBA :** J'ai contribué à la stratégie « Numérique et données » animée par le Secrétariat général à la Planification écologique (SGPE). Les données spatiales peuvent en effet contribuer à plusieurs thématiques : « Mieux se nourrir » pour l'appui à l'agriculture, « Mieux protéger » pour le suivi de la ressource en eau, ou encore « Mieux consommer » avec l'évaluation de la décarbonation importée.

**A&T : Pour quels cas d'usage liés à la planification écologique penses-tu avoir recours au numérique ?**

**JBA :** J'ai notamment accompagné pour la direction générale des Entreprises (DGE) le projet Hydrologie Spatiale : gestion qualitative et quantitative des eaux de surface. Porté avec la Direction de l'Eau et de la Biodiversité (DEB), le Commissariat Général au Développement Durable (CGDD) ainsi que l'Inspection Générale de l'Environnement et du Développement Durable (IGEDD) du ministère de la Transition écologique, les services attendus permettront de suivre les volumes d'eau stockés dans les retenues de barrage et la dynamique des plans d'eau, le suivi de la qualité des eaux des plans et cours d'eau ainsi que des parcelles agricoles irriguées et de la densité du couvert végétal d'interculture. Ils s'adressent aux services de l'État et à l'ensemble des acteurs des territoires mobilisés sur le sujet. Ces services s'inscrivent ainsi dans les mesures n°48 et n°52 du Plan Eau.

**A&T : Avec quels acteurs travailles-tu ?**

**JBA :** Les répondants aux appels d'offres de France 2030 lancés par le CNES sont généralement des consortiums qui s'appuient sur des acteurs historiques du spatial, des entreprises de services du numérique (ESN) et des start-ups/acteurs émergents.

**A&T : Jean-Baptiste, merci pour ton témoignage.**